



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE-F09323P0067 du 20/04/2023

**portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09323P0067 et
portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3-1
du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2022-10-03-0001 du 03/10/22 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09323P0067, relative à la réalisation d'un projet de requalification de la plaine des sports du Site Carcassonne sur la commune d'Aix-en-Provence (13), déposée par la société SPLA Pays d'Aix Territoires, reçue le 06/03/2023 et considérée complète le 06/03/2023 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 08/03/2023 ;

Considérant la nature du projet, qui relève des rubriques 41a et 44d du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la requalification / réhabilitation de la plaine des sports du site Carcassonne, d'une surface de 4,73 ha, afin de créer une plaine végétalisée en continuité avec le parc de la Torse comme suit :

- démolition :
 - du logement du gardien ;
 - du local du club de tennis ;
 - du bâtiment de vestiaires et sanitaires ;
- construction :
 - d'un nouveau bâtiment de vestiaires et sanitaires ;
 - d'un skatepark au centre du projet en remplacement de l'existant ;
 - de quatre terrains multi-sports handball/basket à destination des scolaires et des loisirs ;
 - d'un terrain de football à 11 homologué, en extension du terrain de football à 8 existant ;
 - de deux terrains de tennis déplacés au sud-est du site ;

- réduction de 110 places de stationnement avec conservation de 568 places pour une surface de 19 460 m² aménagées en stabilisé ;
- création d'espaces verts et plantation de 74 arbres ;
- le long de l'avenue des Déportés de la Résistance Aixoise :
 - aménagement d'une voie cyclable bidirectionnelle,
 - mise en continuité de la fosse de plantation des platanes existants ;

Considérant que ce projet a pour objectifs de :

- remettre à niveau un environnement dégradé ;
- désimperméabiliser et accentuer l'aménagement paysager ;
- apporter une qualité urbaine aux espaces publics ;
- améliorer les mobilités actives du site ;
- redéfinir les emplacements de stationnements, clarifier les entrées et les circulations afin de résoudre les conflits d'usage ;
- prendre en compte les projets de restructuration alentours (parc naturel urbain, caserne du SDIS¹) ;
- prévoir une interaction avec les activités économiques et le site ;
- mettre aux normes sanitaires le bâtiment de vestiaires et sanitaires ;
- créer un espace réceptif pour les clubs sportifs au cœur du site ;
- restructurer l'espace permettant le maintien de la fête foraine ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone UM, correspondant à une zone urbaine d'intensification maîtrisée du plan Local d'urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence dont la dernière modification a été approuvée le 20 octobre 2022 ;
- sur un site déjà anthropisé et artificialisé ;
- en zone B2 correspondant à un aléa modéré au risque de retrait-gonflement des argiles au titre du plan de prévention des risques naturels retrait et gonflement des argiles approuvé le 27/06/2012 ;
- en secteur jaune correspondant à un aléa résiduel au risque d'inondation au titre du plan de prévention des risques naturels inondation approuvé le 02/03/2020 ;
- dans la zone de protection des monuments historiques n°MH IKG0L7 « Caserne Forbin » et MH IH45RR « Bastide de la Torse » ;
- en bordure du cours d'eau « La Torse », cours d'eau n°FR93RL743 à remettre en bon état au titre du SRADDET² ;

Considérant que le projet ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ni de site Natura 2000 ;

Considérant que le projet réduit de 7 000 m² l'imperméabilisation du site, soit une diminution de 31 %, et augmente la surface dédiée aux espaces verts de 4 500 m², soit une augmentation de 95 % ;

Considérant que le projet sera soumis à un permis d'aménager au titre du code de l'urbanisme ;

1 Service Départemental d'Incendie et de Secours

2 Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Considérant que la réalisation du projet ne modifie pas l'usage actuel du site ni son emprise ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au-delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une évaluation environnementale pour la réalisation d'un projet de requalification de la plaine des sports du Site Carcassonne sur la commune d'Aix-en-Provence (13) est retirée ;

Article 2

Le projet de requalification de la plaine des sports du Site Carcassonne situé sur la commune de Aix-en-Provence (13) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à SPLA Pays d'Aix Territoires.

Fait à Marseille, le 20/04/2023.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale



Marie-Thérèse BAILLET

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)